

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

28 avril 2020

**PROPOSITION DE LOI**

**subordonnant l'octroi de certaines aides  
d'État au respect de conditions solidaires  
pendant la crise du coronavirus**

(déposée par M. Marco Van Hees et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 april 2020

**WETSVOORSTEL**

**tot het verbinden van solidaire voorwaarden  
aan staatssteun  
tijdens de coronacrisis**

(ingediend door de heer Marco Van Hees c.s.)

**RÉSUMÉ**

*Cette proposition de loi subordonne l'octroi de toutes les aides d'État allouées dans le cadre de la crise du coronavirus au respect de certaines conditions solidaires. Elle prévoit d'exclure du bénéfice des aides d'État les entreprises qui, durant cette crise, opéreront dans les paradis fiscaux, verseront des dividendes, spéculeront en Bourse ou accorderont des bonus à leurs principaux dirigeants.*

**SAMENVATTING**

*Dit wetsvoorstel maakt alle vormen van staatssteun in het kader van de coronacrisis afhankelijk van een aantal solidaire voorwaarden. Bedrijven die tijdens de coronacrisis actief zijn in belastingparadijzen, dividenden uitkeren, spelen op de beurs of bonussen toekennen aan topmanagers worden van staatssteun uitgesloten.*

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La crise du coronavirus a un impact économique considérable. Elle menace non seulement la santé de la population, mais aussi la survie de nombreuses PME et de petits travailleurs indépendants. Sans l'intervention des pouvoirs publics, de nombreuses petites entreprises ne survivraient pas à la crise actuelle et à ses répercussions, avec toutes les conséquences économiques et sociales que cela aurait. Il est donc normal que les autorités publiques prennent des mesures pour aider les PME et les travailleurs indépendants à survivre dans les circonstances actuelles grâce à diverses formes d'aides d'État.

Toutefois, à ce jour, quasi aucune condition n'a été imposée aux entreprises bénéficiant d'une aide d'État, ce qui est un peu surprenant compte tenu des nombreuses constructions financières malhonnêtes mises en place par les élites économiques qui ont été révélées ces dernières années. Aujourd'hui, le risque est réel qu'une grande partie des aides d'État financées par les contribuables ne servent pas à aider les PME et les travailleurs indépendants, ni à protéger l'emploi. Ces moyens seront sans doute aussi utilisés par certains grands opérateurs pour faire des affaires comme on les a toujours faites: pour l'enrichissement personnel d'une petite caste.

L'évasion fiscale coûte plusieurs milliards à la collectivité chaque année. L'année dernière, 800 entreprises ont déplacé pas moins de 172 milliards d'euros de la Belgique vers les paradis fiscaux. Ce sont des milliards d'euros qui, chaque année, sont soustraits au Trésor belge, ces moyens ne pouvant donc pas être investis dans les soins de santé et les services publics. Pourquoi devrions-nous soutenir ces entreprises sans prévoir aucune condition? Le législateur doit mettre un terme à cette logique de privatisation des profits et de socialisation des pertes, *a fortiori* dans les circonstances actuelles.

Il semble également inimaginable que les aides d'État soient utilisées pour verser des dividendes afin d'enrichir les actionnaires ou pour accorder de plantureux bonus aux *top managers*. La grande banque BNP Paribas Fortis a récemment annoncé son intention de verser un dividende de 1,9 milliard d'euros. Elle n'a fait marche arrière qu'à la dernière minute, sous la pression de la population indignée. Au lieu de confier aveuglément l'argent des contribuables aux très riches pour satisfaire leurs caprices, nous devons subordonner toute aide d'État à des règles strictes.

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De coronacrisis heeft een enorme economische impact. Niet alleen de gezondheid van de mensen staat op het spel, maar ook voor het voortbestaan van vele kmo's en kleine zelfstandigen. Zonder tussenkomst van de overheid zouden vele kleine ondernemingen de huidige crisis en haar nasleep niet overleven, met alle economische en sociale gevolgen van dien. Het is dan ook normaal dan de overheid maatregelen neemt om kmo's en zelfstandigen te helpen in de huidige omstandigheden het hoofd boven water te houden, via allerlei vormen van staatssteun.

Tot op heden worden er echter nauwelijks voorwaarden opgelegd aan bedrijven die van staatssteun genieten. Gezien de vele malafide financiële constructies van de economische elite die de afgelopen jaren aan het licht zijn gekomen is dat enigszins verwonderlijk. Het risico is vandaag reëel dat een groot deel van de staatssteun die belastingbetaler op tafel legt niet zal dienen om kmo's en zelfstandigen te helpen overleven en om de werkgelegenheid te beschermen. De middelen zullen door enkele grote spelers ongetwijfeld ook worden gebruikt voor business as usual: de persoonlijke verrijking van een kleine elite.

Belastingontduiking kost de gemeenschap elk jaar miljarden. Vorig jaar stuurden 800 bedrijven niet minder dan 172 miljard euro vanuit België naar belastingparadijzen. De Belgische staatskas loopt zo elk jaar miljarden euro's mis. Geld dat we hier dus niet kunnen investeren in de gezondheidszorg en de openbare diensten. Waarom zouden we die bedrijven nu onvoorwaardelijk steunen? Aan die logica van het privatiseren van winsten en het socialiseren van verliezen moet de wetgever, *a fortiori* in de huidige omstandigheden, paal en perk stellen.

Het lijkt eveneens ondenkbaar dat staatssteun zou worden gebruikt om dividenden uit te keren om de aandeelhouders te verrijken, of om riantе bonussen toe te kennen aan topmanagers. De recente aankondiging van grootbank BNP Paribas Fortis, dat zij een dividend van 1,9 miljard euro wenste uit te keren, werd ternauwernood en slechts onder grote druk vanuit de verontwaardigde bevolking ingetrokken. In plaats van belastinggeld blindelings over te leveren aan de grillen van de superrijken moeten we strenge regels voor staatssteun opleggen.

D'autres pays européens comme le Danemark et la Pologne ont déjà annoncé que les entreprises coupables d'évasion fiscale n'auraient pas droit aux aides d'État. Le Danemark interdit également le versement de dividendes aux actionnaires, ou encore le gonflement artificiel du cours de Bourse par le rachat d'actions propres. La présente proposition de loi vise à subordonner l'obtention d'aides d'État à des conditions similaires dans notre pays. Les aides d'État sont définies largement mais précisément afin d'inclure toutes les formes d'aides accordées aux entreprises par les pouvoirs publics, comme, outre les subsides directs, les garanties d'État sur les prêts, les allègements fiscaux ou les prêts à taux bas. Bien que nous estimions que ces conditions devraient s'appliquer en toutes circonstances, la présente proposition de loi vise uniquement la crise du coronavirus et la période qui suivra immédiatement.

La présente proposition de loi exclut du bénéfice des aides d'État les entreprises opérant directement ou indirectement dans les paradis fiscaux comme les Seychelles ou les Bahamas, à moins qu'elles puissent démontrer au préalable qu'elles y exercent une activité économique réelle. À cette fin, la proposition de loi se fonde sur les différentes listes existantes de pays à la réputation fiscale douteuse, visés aux articles 73(4<sup>quater</sup>) et 179 de l'AR/CIR 92 et figurant sur la liste de l'Union européenne des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. Nous sommes parfaitement conscients que ces listes sont incomplètes et ne mentionnent pas plusieurs pays notoirement connus comme étant des paradis fiscaux, ces listes ne mentionnant, en particulier, aucun État membre de l'Union européenne. Il nous semble cependant qu'il convient de nous fonder sur ces listes, tout en œuvrant à leur élargissement dans un avenir proche.

Nous prévoyons en outre que les entreprises qui bénéficieront d'une aide d'État ne pourront pas verser de dividendes à leurs actionnaires dans l'année qui suivra la fin de la crise du coronavirus. Elles devront également s'abstenir de toute spéculation boursière et ne pourront pas racheter leurs propres actions dans le but de gonfler artificiellement leurs cours de Bourse. En outre, la présente proposition interdit de verser des bonus aux *top managers* et aux CEO. Toutes ces conditions visent à garantir que toute entreprise bénéficiant d'une aide d'État consacrera autant que possible toutes ses ressources disponibles à son propre fonctionnement et à sa survie. Il est normal qu'une entreprise qui demande des deniers publics ne compromette pas simultanément sa propre trésorerie par de telles pratiques.

Enfin, la présente proposition de loi vise à infliger des sanctions aux entreprises qui ne respecteraient pas les conditions imposées. Outre qu'elles devront indemniser

Andere Europese landen zoals Denemarken en Polen hebben reeds aangekondigd dat bedrijven die zich schuldig maken aan belastingontduiking geen recht hebben op overheidssteun. In Denemarken zijn ook dividenden aan aandeelhouders of het kunstmatig opdrijven van de beurskoers door eigen aandelen op te kopen uitgesloten. Dit wetsvoorstel beoogt gelijkaardige voorwaarden te verbinden aan het ontvangen van staatssteun in ons land. Staatssteun wordt ruim maar precies gedefinieerd om alle vormen van ondersteuning te omvatten die een bedrijf zou kunnen krijgen van de overheid, zoals naast directe subsidiëring ook staatswaarborgen op leningen, belastingvoordelen of goedkope leningen. Hoewel de auteurs van mening zijn dat die voorwaarden in alle omstandigheden van toepassing zouden moeten zijn, beperkt dit wetsvoorstel zich tot de coronacrisis en haar onmiddellijke nasleep.

Het wetsvoorstel sluit ondernemingen die direct of indirect actief zijn in belastingparadijzen, zoals de Seychellen of de Bahama's, uit van staatssteun, tenzij zij vooraf kunnen aantonen dat het gaat om een reële economische activiteit. Het wetsvoorstel steunt daartoe op de verschillende bestaande lijsten van landen met een bedenkelijke fiscale reputatie, namelijk die in artikels 73(4<sup>quater</sup>) en 179 van het KB/WIB 92 en de EU-lijst van niet-coöperatieve rechtsgebieden op belastinggebied. De auteurs beseffen maar al te goed dat die lijsten onvolledig zijn en dat meerdere landen die algemeen bekend staan als belastingparadijzen er niet in zijn opgenomen. In het bijzonder bevatten de lijsten geen enkele EU-lidstaat. Het lijkt echter aangewezen om van die lijsten te vertrekken, en tegelijk te ijveren voor een uitbreiding van die lijsten in de nabije toekomst.

Daarnaast bepaalt het wetsvoorstel dat bedrijven die aan het staatsinfuus liggen geen dividenden mogen uitkeren aan aandeelhouders tot één jaar na het einde van de coronacrisis. Ze moeten zich ook onthouden van beurspeculatie en mogen geen eigen aandelen opkopen om hun beurskoers kunstmatig op te drijven. Bovendien behelst het voorstel een verbod op bonussen aan topmanagers en CEO's. Al die voorwaarden garanderen dat het bedrijf dat van staatssteun geniet al haar beschikbare middelen maximaal inzet voor haar eigen functioneren en overleven. Het is maar normaal dat een bedrijf dat beroep doet op belastinggeld niet tegelijk haar eigen kaspositie compromitteert met dergelijke praktijken.

Tot slot legt het wetsvoorstel sancties op aan bedrijven die de opgelegde voorwaarden zouden schenden. Naast het vergoeden van de overheid voor de ontvangen

les autorités publiques pour les aides reçues, ce qui ne sera rien de plus qu'un simple remboursement, les entreprises en infraction devront payer une amende égale à 50 % de l'aide d'État reçue. Ces sanctions devraient suffire pour éviter que les entreprises concernées utilisent abusivement les deniers publics.

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)  
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)  
Peter MERTENS (PVDA-PTB)  
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)  
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)

steun, wat niet meer is dan een eenvoudige terugbetaling, wordt een boete opgelegd ter waarde van 50 % van de ontvangen staatssteun aan een bedrijf in overtreding. Die sancties zouden voldoende moeten zijn om te vermijden dat de betrokken bedrijven belastinggeld onheus gebruiken.

## PROPOSITION DE LOI

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

### Art. 2

Pour l'application de la présente loi, on entend par:

1° "crise du coronavirus": la période comprise entre le 14 mars 2020 et la fin de la période au cours de les lois du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 sont d'application;

2° "lendemain de la crise du coronavirus": la période de douze mois suivant la crise du coronavirus;

3° "aides d'État":

1) toute forme de subventionnement en espèce ou en nature accordé par l'État, y compris la mise à disposition gratuite de biens ou la prestation gratuite de services;

2) toute forme de garantie d'État sur des prêts ou des emprunts et toute indemnisation de pertes subies dans le cadre d'une telle garantie d'État;

3) les avantages fiscaux accordés sous forme de réduction d'impôts, de report de déclaration ou de report de paiement;

4) les prêts consentis par l'État à un taux exceptionnellement bas ou à des conditions plus avantageuses que les conditions actuelles du marché;

5) l'achat ou la location à l'État de biens ou de services à des prix plus avantageux que les prix en vigueur sur le marché;

6) une participation de l'État au capital;

4° "sociétés liées à une société": les sociétés visées à l'article 20 du Code des sociétés et des associations;

5° "paradis fiscal": un pays visé à l'article 73(4<sup>quater</sup>) ou à l'article 179 de l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 ou dans la liste de l'Union européenne des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales;

## WETSVOORSTEL

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

### Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° "coronacrisis": de periode vanaf 14 maart 2020 tot het einde van de periode waarin de wetten van 27 maart 2020 die machtiging verlenen aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 van toepassing zijn;

2° "onmiddellijke nasleep van de coronacrisis": de eerste twaalf maanden die volgen op de coronacrisis;

3° "staatssteun":

1) Elke vorm van subsidiëring in contanten of in natura vanwege de Staat, inclusief de kosteloze terbeschikkingstelling van goederen of het kosteloos verlenen van diensten;

2) Elke vorm van staatswaarborg op verleende of ontleende kredieten en elke vergoeding van geleden verlies binnen het kader van zo'n staatswaarborg;

3) Belastingvoordelen in de vorm van belastingvermindering, uitstel van de aangifte of uitstel van betaling;

4) Leningen verleend door de Staat aan een uitzonderlijk lage rente of aan voorwaarden die voordeliger zijn dan de courante marktvoorwaarden;

5) Het aankopen of huren bij de Staat van goederen of diensten aan prijzen die voordeliger zijn dan de courante marktprijzen;

6) Een kapitaalparticipatie door de Staat;

4° "met een vennootschap verbonden vennootschappen": vennootschappen als bedoeld in artikel 20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

5° "belastingparadijs": een land vermeld in artikel 73(4<sup>quater</sup>) of 179 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 of in de EU-lijst van niet-coöperatieve rechtsgebieden op belastinggebied;



6° “avoir recours à un paradis fiscal”: disposer d’un siège, d’une filiale ou d’un compte bancaire dans un paradis fiscal, réaliser des opérations bancaires dans un paradis fiscal ou réaliser des transactions avec des entreprises établies dans un paradis fiscal, sauf s’il est démontré, préalablement à l’octroi des aides d’État, que ces activités sont uniquement de nature agricole, industrielle ou commerciale, à l’exception d’opérations financières, et liées à des biens et services produits dans le pays concerné;

7° “investir en Bourse”: acheter des instruments de placement visés par la loi du 11 juillet 2018 relative aux offres au public d’instruments de placement et aux admissions d’instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés.

### Art. 3

Toutes les sociétés bénéficiant d’aides d’État durant la crise du coronavirus et au lendemain de celle-ci et toutes les sociétés qui y sont liées répondent de manière interrompue aux conditions énoncées ci-dessous au moment de l’octroi de ces aides et au moins depuis le début de la crise du coronavirus, tant que la société bénéficie de ces aides d’État et au moins jusqu’à douze mois après leur octroi:

- 1° elles n’ont pas recours à un paradis fiscal;
- 2° elles ne distribuent pas de dividendes à leurs actionnaires;
- 3° elles n’investissent pas en Bourse et n’achètent pas leurs propres actions cotées en Bourse et ne procèdent pas à une réduction du capital;
- 4° elles ne versent pas de bonus ou de commissions individuels à leurs cadres supérieurs.

### Art. 4

§ 1<sup>er</sup>. Si la société visée à l’article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, ou au moins l’une des sociétés qui lui sont liées, viole au moins l’une des conditions prévues à cet article, l’aide d’État visée à cet article est immédiatement supprimée et l’État la récupère auprès de cette société selon les modalités suivantes:

- 1° subvention en espèces: à la valeur nominale;
- 2° subvention en nature: aux prix du marché en vigueur au moment de la réception de la subvention;

6° “toevlucht nemen tot een belastingparadijs”: het hebben van een zetel, een filiaal of een bankrekening in een belastingparadijs, het voeren van bankverrichtingen in een belastingparadijs of het voeren van transacties met bedrijven die in een belastingparadijs gevestigd zijn, tenzij voorafgaand aan de toekenning van de staatssteun wordt aangetoond dat die activiteiten louter betrekking hebben op landbouw- of industriële activiteiten of op commerciële activiteiten, uitgezonderd financiële operaties, met betrekking tot goederen en diensten geproduceerd in het betreffende land;

7° “op de beurs beleggen”: beleggingsinstrumenten aankopen als die bedoeld in de wet van 11 juli 2018 op de aanbidding van beleggingsinstrumenten aan het publiek en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereguleerde markt.

### Art. 3

Een vennootschap waaraan tijdens de coronacrisis en haar onmiddellijke nasleep staatssteun wordt toegekend, en alle met haar verbonden vennootschappen, voldoen op het moment van die toekenning en minstens vanaf het begin van de coronacrisis, zolang de vennootschap van die staatssteun geniet en minstens tot twaalf maanden na de toekenning ervan, ononderbroken aan de volgende voorwaarden:

- 1° Zij nemen geen toevlucht tot een belastingparadijs;
- 2° Zij keren geen dividend uit aan hun aandeelhouders;
- 3° Zij beleggen niet op de beurs en kopen evenmin eigen beursgenoteerde aandelen op en gaan niet over tot kapitaalsvermindering;
- 4° Zij kennen geen individuele bonussen of commissielonen toe aan hun hoger leidinggevend personeel.

### Art. 4

§ 1. Schendt de vennootschap bedoeld in artikel 3, eerste lid, of tenminste één van de met haar verbonden vennootschappen, tenminste één van de voorwaarden bedoeld in dat artikel, dan vervalt de in dat artikel bedoelde staatssteun onmiddellijk en vordert de Staat deze terug van de vennootschap volgens de volgende modaliteiten:

- 1° Subsidiëring in contanten: aan de nominale waarde;
- 2° Subsidiëring in natura: aan de courante marktprijzen op het moment van de ontvangst van de subsidiëring;

3° crédits octroyés bénéficiant d'une garantie d'État: au taux moyen du marché pendant la durée des crédits jusqu'au moment de la suppression de l'aide d'État visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

4° perte sur des crédits octroyés indemnisée dans le cadre d'une garantie d'État: à la valeur nominale de la perte;

5° réduction d'impôt: à la valeur nominale de la réduction d'impôt;

6° crédits octroyés par l'État à un taux exceptionnellement bas ou à des conditions plus avantageuses que les conditions en vigueur sur le marché: à concurrence de la différence entre le taux moyen du marché pendant la durée des crédits et le taux imputé par l'État;

7° biens ou services achetés ou loués à l'État à des prix plus avantageux que les prix en vigueur sur le marché: à concurrence de la différence entre le prix du marché en vigueur au moment de l'octroi de l'aide d'État et le prix d'achat ou de location nominal effectif;

8° participation de l'État au capital: à la valeur du marché de la participation au capital au moment de la violation des conditions ou, si cette valeur du marché est inférieure au prix initial auquel l'État a acquis cette participation, au prix initial auquel l'État a acquis cette participation.

§ 2. L'indemnité visée au § 1<sup>er</sup> est majorée des intérêts de retard, à compter de la date à laquelle l'aide d'État a été accordée à la société.

#### Art. 5

§ 1<sup>er</sup>. En plus de l'indemnité prévue à l'article 4, toute société visée à l'article 3 qui viole au moins l'une des conditions prévues par cet article, ou dont au moins l'une des sociétés qui lui sont liées viole au moins l'une de ces conditions, verse une amende égale à 50 % de la valeur de l'aide d'État visée à l'article 3, à savoir:

1° la valeur nominale de la subvention en espèces et la valeur du marché de la subvention en nature au moment de l'octroi;

2° le montant nominal des crédits octroyés ou empruntés auxquels une garantie d'État a été accordée;

3° le montant nominal de la réduction d'impôt;

3° Verleende kredieten waarop een staatswaarborg van toepassing is: aan de gemiddelde marktrente tijdens de looptijd van de kredieten tot het moment van het in het eerste lid bedoelde vervallen van de staatssteun;

4° Verlies op verleende kredieten vergoed in het kader van een staatswaarborg: aan de nominale waarde van het verlies;

5° Belastingvermindering: aan de nominale waarde van de vermindering;

6° Kredieten verleend door de Staat aan een uitzonderlijk lage rente of aan voorwaarden die voordeliger zijn dan de courante marktvoorwaarden: aan het verschil tussen de gemiddelde marktrente tijdens de looptijd van de kredieten en de rente die werd aangerekend door de Staat;

7° Goederen of diensten aankocht of gehuurd bij de Staat aan prijzen die voordeliger zijn dan de courante marktprijzen: aan het verschil tussen de courante marktprijs op het moment van de toekenning van de staatssteun en de daadwerkelijke nominale aankoop- of huurprijs;

8° Kapitaalparticipatie door de Staat: aan de marktwaarde van de kapitaalparticipatie op het moment van de schending van de voorwaarden of, indien die marktwaarde lager is dan de oorspronkelijke prijs waaraan de Staat die participatie heeft verworven, aan de oorspronkelijke prijs waaraan de Staat die participatie heeft verworven.

§ 2. De vergoeding bedoeld in paragraaf 1 wordt vermeerderd met verwijlrenten, te rekenen vanaf de datum waarop de staatssteun werd toegekend aan de vennootschap.

#### Art. 5

§ 1. Bovenop de vergoeding bedoeld in artikel 4 betaalt de vennootschap bedoeld in artikel 3 die tenminste één van de voorwaarden bedoeld dat artikel schendt, of waarvan tenminste één van de met haar verbonden vennootschappen tenminste één van die voorwaarden schendt, een boete ten belope van 50 % van de waarde van de in artikel 3 bedoelde staatssteun, namelijk:

1° de nominale waarde van subsidiëring in contanten en de marktwaarde op het moment van de toekenning van subsidiëring in natura;

2° Het nominale bedrag van verleende of ontleende kredieten waarop een staatswaarborg werd verleend;

3° Het nominale bedrag van de belastingvermindering;



4° le montant nominal des prêts accordés par l'État à un taux exceptionnellement bas ou à des conditions plus avantageuses que les conditions en vigueur sur le marché;

5° la différence entre la valeur du marché et le prix d'achat ou de location effectif payé à l'État pour des biens ou des services achetés ou loués à un prix plus avantageux que les prix en vigueur sur le marché;

6° la valeur du marché de la participation de l'État au capital au moment de la violation des conditions ou, si cette valeur du marché est inférieure au prix d'achat initial auquel l'État a acquis cette participation, le prix d'achat initial auquel l'État a acquis cette participation.

§ 2. Si une société visée au § 1<sup>er</sup> a reçu l'aide d'État sous la forme d'un report des délais de déclaration et de paiement en matière fiscale, les dates de déclaration et de paiement sont réévaluées par l'administration comme si l'entreprise visée n'avait pas bénéficié de ce report, et les amendes fiscales normales sont d'application.

#### Art. 6

§ 1<sup>er</sup>. La sanction prévue à l'article 5 ne s'applique pas aux sociétés ayant reçu l'aide d'État visée à l'article 3 avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 2. La suppression de l'aide d'État et la récupération par l'État, visées à l'article 4, s'appliquent à toute société visée au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Si, après la suppression de l'aide d'État visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, une société visée au § 1<sup>er</sup> bénéficie à nouveau d'une aide d'État visée à l'article 3, la sanction visée à l'article 5 est d'application.

#### Art. 7

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

22 avril 2020

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)  
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)  
Peter MERTENS (PVDA-PTB)  
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)  
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)

4° Het nominale bedrag van leningen verleend door de Staat aan een uitzonderlijk lage rente of aan voorwaarden die voordeliger zijn dan de courante marktvoorwaarden;

5° Het verschil tussen de marktwaarde en de effectieve aankoop- of huurprijs betaald aan de Staat voor goederen of diensten aan prijzen die voordeliger zijn dan de courante marktprijzen;

6° De marktwaarde van de kapitaalparticipatie van de Staat op het moment van de schending van de voorwaarden of, indien die marktwaarde lager is dan de oorspronkelijke aankoopprijs waaraan de Staat die participatie heeft verworven, de oorspronkelijke aankoopprijs waaraan de Staat die participatie heeft verworven.

§ 2. In het geval de vennootschap bedoeld in paragraaf 1 de staatssteun ontving in de vorm van uitstel van fiscale aangifte- of betalingstermijnen, worden de datum van aangifte en van betaling door de administratie opnieuw geëvalueerd als had de onderneming niet van dat uitstel genoten en zijn de normale fiscale boetes van toepassing.

#### Art. 6

§ 1. De sanctie bedoeld in artikel 5 is niet van toepassing op de vennootschap die de staatssteun bedoeld in artikel 3 ontving voorafgaand aan de inwerkingtreding van deze wet.

§ 2. Het vervallen van de staatssteun en de terugvordering door de Staat, bedoeld in artikel 4, zijn van toepassing op de vennootschap bedoeld in paragraaf 1;

§ 3. Indien de vennootschap bedoeld in paragraaf 1 na het in artikel 4, § 1, bedoelde vervallen van de staatssteun opnieuw beroep doet op staatssteun als bedoeld in artikel 3, is de sanctie bedoeld in artikel 5 van toepassing.

#### Art. 7

Deze wet treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

22 april 2020